

La CIDH condamne l'État colombien pour extermination d'opposants politiques



La Havane, 31 janvier, (RHC)- La Cour Interaméricaine des Droits de l'Homme, a établi ce lundi la responsabilité de l'État colombien dans l'extermination de 5 733 personnes liées au parti de l'Union patriotique, parti d'opposition sous les administrations d'Alvaro Uribe et Ivan Duque.

Sur Twitter, le président colombien, Gustavo Petro, a exprimé son soutien à la décision de ce tribunal.

Ce gouvernement soutiendra la justice nationale et internationale contre l'impunité, a déclaré le président Petro qui a condamné la participation de l'Etat précédant, «pour l'assassinat des milliers de militants d'un parti politique, uniquement parce qu'ils étaient de gauche. Un État meurtrier »

Gustavo Petro a souligné qu'il proposait un pacte de paix, non seulement avec les groupes armés, mais aussi avec cette société de privilèges, pour permettre des réformes qui traceraient la voie d'une plus grande justice sociale.

"C'est la paix. La main est toujours tendue. Mais ne pensez pas que ce gouvernement est à genoux", a prévenu Gustavo Petro à propos de sa proposition de politique de paix totale.

Le sénateur du Pacte historique Ivan Cepeda a pour sa part déclaré que la décision de la CIDH contre l'État colombien pour l'extermination systématique de l'Union patriotique est un acte de justice.

Il a signalé que la décision du tribunal régional constitue un précédent afin que le génocide politique ne se répète pas en Colombie à l'avenir.

Source : Prensa Latina

<https://www.radiohc.cu/fr/noticias/internacionales/312255-la-cidh-condamne-letat-colombien-pour-extermination-dopposants-politiques>



Radio Habana Cuba